

quines que les leaders voudraient imposer à la lutte contre la réaction et le fascisme. La république bourgeoise non plus ne sera pas respectée, si démocratique soit-elle, car les masses tendront à recommencer le désarmement et l'expropriation économique et politique de la bourgeoisie, se rappelant le 19 juillet et aussi cet essai manqué d'annihilation des traîtres au mouvement ouvrier que fut le soulèvement ouvrier du 3 mai en Catalogne. Non, les masses espagnoles ne pourront se résigner à la république bourgeoise comme régime durable, sinon pour deux causes : parce que, fatiguées et déçues, elles viendraient à manquer d'énergie ou parce qu'elles auraient été écrasées au moyen de la garde civile et de l'armée par un gouvernement républicain quel qu'il soit. Consciente de cela, la bourgeoisie espagnole en déduit que la monarchie lui offre, dès le début, plus de garanties contre les écarts de conduite des masses, que la république des leaders stalinistes et socialistes, même si y figurent en première ligne et en majorité les républicains avoués. En outre, la bourgeoisie tient compte de ce que les leaders ouvriers et républicains se prêteront certainement à appuyer une monarchie constitutionnelle, en qualité d'opposition de Sa Majesté.

Paragraphe 12, deuxième phrase : Mais dans la mesure où les leaders officiels des organisations ouvrières imposent au prolétariat des formes républicaines de lutte contre Franco, augmentent ses chances de durer et d'ouvrir la voie à la restauration monarchique.

Paragraphe 12, deuxième paragraphe, remplacer par : Les disciples idéologiques de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier ont créé la Junta espagnole de Libération et l'Alliance des forces démocratiques; ceux qui, tout en servant la bourgeoisie, doivent tenir en compte les intérêts particuliers de la contre-révolution régnant en Russie et dont ils sont des salariés, constitueront de leur côté la Junta espagnole d'Union Nationale. A des degrés différents, qu'ils arrivent jusqu'à Martínez Barrios ou jusqu'aux monarchistes ou aux fascistes à la recherche d'un nouvel arrangement, ces trois organismes représentent une politique d'unité nationale qui a pour commun dénominateur la trahison de la lutte de classe et des intérêts particuliers du prolétariat et de la population pauvre en général. En chacun d'eux, l'antifranquisme est subordonné aux intérêts de l'ordre bourgeois, ce n'est qu'un antifranquisme partiel et inopérant à l'échelle historique, qui défend aux masses de se dresser contre Franco et la Phalange au nom de la révolution prolétarienne. Si l'un quelconque de ces organismes ou les trois combinés atteignent leur objectif: renverser Franco sans porter atteinte à l'ordre capitaliste, nous aurions un système semblable à celui de Gil Robles-Lerroux en 1933-1936, mais avec un caractère policier redoublé. Cependant, selon toute probabilité, ni la bourgeoisie espagnole, ni la bourgeoisie anglo-américaine, ni même Moscou, ne se serviront des leaders officiels et des quatre républicains bourgeois, sinon à la dernière extrémité, au moment où ils représenteraient un recours indispensable pour stopper l'assaut révolutionnaire des masses.

Paragraphe 13, début à remplacer par : Le Gouvernement Giral remplit une mission de Quisling « démocratique », en même temps qu'il personnifie une république impuissante contre la réaction mais avec un passé d'échecs et de trahisons pendant la guerre civile. Qu'il en ait conscience ou non, il révèle son caractère par son incapacité à organiser en Espagne la lutte pour les revendications politiques, économiques et sociales qui intéressent la majorité de la population, les masses pauvres, et cela l'oblige chaque jour davantage à se montrer une marionnette misérable, disposée à laisser tirer ses ficelles par Washington-Londres ou par Moscou.

Ce gouvernement représente la première offre des leaders ouvriers à la bourgeoisie espagnole et mondiale, de même qu'à la contre-révolution russe, de les sauvegarder des périls révolutionnaires inhérents à la chute de Franco et de la Phalange. Il est vrai que la majorité du gouvernement est composée de républicains bourgeois, mais ce n'est qu'une comédie représentée par les leaders socialistes et

par les leaders collaborationnistes de l'anarchisme cégétiste. En Espagne — et dans l'émigration aussi —, il n'existe pas de gouvernement républicain qui puisse rester debout sans le consentement de ces deux organisations. Majorité ou minorité, les ministres républicains ne sont que des fantômes au moyen desquels on veut tranquilliser l'âme de la bourgeoisie, en peine d'une succession pacifique et bien doucement ordonnée à son sanglant dictateur.

Dans ce gouvernement, l'absence ou la présence du stalinisme est uniquement déterminée par les intérêts de Moscou, rival de Washington et de Londres dans la mise à sac économique et l'oppression politique de l'Europe et du monde. Le stalinisme, embarqué aujourd'hui dans une politique d'unité nationale et de patriotisme nauséabond, beaucoup plus droitière que celle pourtant déjà bien funeste du front populaire jouerait au sein de quelque gouvernement que ce soit le rôle de premier bourreau des révolutionnaires. N'oublions pas qu'il fut, pendant la guerre civile, le plus perfide ennemi des conquêtes révolutionnaires, et l'assassin des anarchistes Berneri et Martínez, du Poumiste Nin, des trotskystes Moulin et Wolf, pour n'en citer que quelques-uns. Et puisque la Russie est encore considérée par beaucoup de travailleurs comme la terre de la révolution sociale, la collaboration du stalinisme à ce gouvernement ou à tout autre pourrait être particulièrement utile à la manœuvre réactionnaire de succession capitaliste de Franco.

Supprimer le paragraphe qui commence par: « Devant une radicalisation possible des masses, il n'est pas exclu, etc... » et le paragraphe suivant).

Même paragraphe 13 : La participation des socialistes à un tel gouvernement, continuant la politique traditionnelle de claudication des dirigeants social-démocrates devant la politique bourgeoise, constitue le point culminant de cette trahison, puisque aujourd'hui, ce ne sont pas les leaders républicains qui mettent en mouvement les leaders ouvriers, mais les leaders ouvriers qui mettent en mouvement les leaders républicains, afin de s'accorder derrière eux. Prieto monta les tréteaux de la Junta de Libération et Prieto donna le signal de la constitution du gouvernement final, quoiqu'il ait ensuite déclaré qu'il le considère comme prématuré. Et si les leaders socialistes et anarchistes décidaient de s'en retirer, ce gouvernement se convertirait en incapable de servir à quoi que ce soit, même si les stalinistes le renforçaient et si Moscou le reconnaissait.

Même paragraphe 13, ajouter à la suite de la dernière ligne : Les militants et ouvriers révolutionnaires de la C.N.T. ont le devoir d'empêcher que cette centrale syndicale se convertisse en une roue de plus au char de l'état capitaliste. Placée sur le terrain de la lutte de classe, la C.N.T. est un espoir pour l'avenir de la révolution; sur celui de la collaboration, elle deviendra un piège plus pour les masses. La direction juste est ni collaboration traître, ni apoliticisme de suicide, mais au contraire, pour une politique révolutionnaire et indépendante. Il faut continuer la politique de 1936, celle des expropriations, des comités ouvriers, des patrouilles, et poursuivre cette politique jusqu'à son complément nécessaire: le gouvernement de la Révolution après destruction de l'état actuel.

Paragraphe 15, ligne 1, remplacer par : Les directions des organisations ouvrières traditionnelles, qui déjà en sont venues à s'ériger directement et presque exclusivement en représentants de la politique républicano-bourgeoise, etc...

Même paragraphe 15, ajouter à la suite du deuxième paragraphe : Il devient d'autant plus urgent de présenter au prolétariat espagnol un parti révolutionnaire, si petit soit-il, dans lequel il puisse placer ses espérances sans danger de le voir désertier au moment d'atteindre la ligne de feu. Il ne faut pas que se répète le cas de 1936, où l'on vit, au moment de faire la révolution, une des plus grandes explosions connues dans l'histoire, toutes les organisations ouvrières, jusqu'à la C.N.T., la F.A.I. et le P.O.U.M., se ranger derrière l'Etat bourgeois.